

PATRICE VERGRIETE

Maire de Dunkerque et président de la communauté urbaine

“Vers l'idée du service public universel de base”

Maintenir la spécificité industrialo-portuaire de son territoire tout en l'aidant à s'adapter aux défis contemporains, tel est l'objectif de Patrice Vergriete, maire de Dunkerque et président de la communauté urbaine. Il est par ailleurs très attentif au sujet de la ville durable, qui l'inspire pour transformer sa cité.

PROPOS RECUEILLIS PAR ARIEL GOMEZ ET NELLY MOUSSU

La communauté urbaine de Dunkerque (CUD) est candidate pour l'appel à projets Territoire d'innovation de grande ambition. Quelle sont les initiatives locales que vous souhaitez ainsi voir valoriser ?

Notre idée, c'est de créer un bassin industriel du 21^{ème} siècle, intégrant l'ensemble des défis contemporains tels que l'environnement, l'exclusion sociale, la santé, etc. Notre dossier met en avant un certain nombre d'innovations, notamment numériques, autour du suivi et de l'amélioration de la qualité de l'air par exemple, un enjeu fondamental pour notre territoire, ou du stockage des énergies renouvelables via l'hydrogène. Au travers de cette candidature, nous voulons maintenir la spécificité industrialo-portuaire de notre territoire, tout en accompagnant les industriels locaux, afin qu'ils construisent de nouveaux modèles économiques, qu'ils s'adaptent à la transition énergétique, qu'ils intègrent les outils numériques.

La CUD porte également un projet pour créer la ville de demain à l'horizon 2020. Quel est le rôle de cet EPCI dans la construction de la smart city ?

Nous accompagnons d'une part l'industrie et le port, comme indiqué précédemment, et nous avons également une mission directe, au travers des politiques publiques, pour construire une ville répondant à des critères de

durabilité - c'est-à-dire respectueuse des questions environnementales, inclusive sur le plan social, visant à construire davantage de collectif.

À titre d'exemple, nous avons mis en place la gratuité des transports publics. Cette initiative nécessite des investissements pour moderniser le réseau et permettre l'effacement du billet, mais les enjeux derrière sont multiples. D'une part, c'est un projet environnemental car il implique le transfert modal de la voiture individuelle - polluante - vers des mobilités collectives. D'autre part, c'est un projet social qui permet de lutter contre l'exclusion et l'isolement. Et enfin, c'est un projet économique qui redistribue du pouvoir d'achat. Voilà comment on construit une ville : par des politiques publiques qui visent à atteindre un ensemble d'objectifs de la ville durable.

Vous êtes la plus grande agglomération d'Europe à avoir mis en place la gratuité des transports publics. Quel est le premier bilan ?

Après une première expérimentation de la gratuité le weekend, nous sommes passés à la gratuité 24h/24h depuis le 1^{er} septembre. Les résultats sont enthousiasmants : il y a une hausse de 50 % de la fréquentation des transports publics en semaine et de 120 % le weekend. Et notre ambition, c'est le doublement de la fréquentation dans les mois et années à venir. Au-delà de ces chiffres, on assiste



à une révolution : les dunkerquois redécouvrent qu'il existe un transport collectif, la gratuité a fait entrer leurs logiques de mobilité dans le 21^{ème} siècle, avec des alternatives à la voiture individuelle. Cela démontre que les politiques publiques peuvent peser sur les pratiques !

Au niveau économique, vous souhaitez apporter une nouvelle impulsion à l'écosystème local au travers du projet "La Turbine". En quoi consiste-t-il ?

Dunkerque est une ville industrielle avec de grands groupes internationaux, ce qui a amené à une autre caractéristique de notre territoire : une culture du salariat très développée et, à l'inverse, une faible culture entrepreneuriale. La transition que j'évoquais doit aussi se faire de ce côté-là ; nous devons réussir à insuffler une culture de la création d'entreprise auprès de la population.

L'idée de La Turbine vient de là, et est inspirée de ce qu'a fait la ville de Shawinigan au Canada. Il s'agit de regrouper l'ensemble des services qui concourent à la création d'entreprises et au développement des PME locales. Les regrouper géographiquement,

« Nous voulons maintenir la spécificité industrialo-portuaire de notre territoire, tout en accompagnant les industriels locaux, afin qu'ils construisent de nouveaux modèles économiques, qu'ils s'adaptent à la transition énergétique, qu'ils intègrent les outils numériques. »

près de la gare, dans un bâtiment actuellement en travaux ; mais pas seulement. Nous voulons aussi sortir des chapelles individuelles pour aller vers un système intégré, une logique de gouvernance commune entre les acteurs, accompagner conjointement les porteurs de projets qui cherchent des ressources, porter collectivement une ambition pour le territoire. Il y a urgence à se mobiliser et à se coordonner.

En juin 2015, vous avez ouvert le Learning Center "Ville Durable" de la Halle aux Sucres à Dunkerque. Comment utilisez-vous cette ressource pour vos projets ?

Ce lieu permet de réfléchir à la ville de demain, de mobiliser les acteurs sur cette question, et d'y sensibiliser la population. Dans une ville démocratique, si vous n'emmenez pas la population dans l'ambition que vous

portez, votre projet ne marchera pas. Si les gens n'ont pas conscience qu'il faut opérer des mutations industrielles, qu'il faut opérer des mutations dans nos pratiques urbaines, qu'il faut changer les modes de production énergétique... s'ils ne comprennent pas le sens dans lequel vous orientez les politiques publiques, alors vous allez être balayés ! C'est pourquoi la première ambition du Learning Center, c'est la sensibilisation.

Vous êtes aussi président de l'Institut Ville durable, association qui réunit des collectivités locales, des entreprises et des experts de la ville. Quels sont les enseignements que vous retirez des travaux menés dans le cadre de cette organisation ? Dans cet Institut, la confrontation des points de vue est une richesse, et cela fait évoluer mon regard dans

plein de domaine. J'ai d'abord pris conscience qu'il y avait plusieurs types de villes durables, démocratiques ou non, et même plusieurs types au sein des villes démocratiques. Citons par exemple le modèle libéral, avec les géants du numérique qui offrent des services urbains à la population sans se préoccuper de l'inclusion ; il diffère de celui des villes européennes, qui opèrent avec une puissance publique régulatrice, soucieuse de l'intérêt général et de l'inclusion. Un modèle français m'est également apparu : nous, nous embarquons nos populations dans un projet avant de prendre un arrêté ou de mettre en place une politique publique.

J'ai également été interpellé, dans le cadre des échanges au sein de l'Institut, par le sujet du financement. On voit émerger de nouveaux modèles économiques des services urbains, et notamment le principe de la ville "freemium", avec une partie gratuite, une autre payante. Si au plan politique on ne va pas forcément vers une logique de revenu universel, mais on va peut-être vers l'idée du service public universel de base. Ce modèle économique de la ville de demain m'intéresse et j'ai envie de le mettre en œuvre à Dunkerque. Nous sommes en train de réfléchir, pour l'ensemble de nos services publics, à cette notion de paliers : d'un côté, il y a les services de base gratuits - comme ce que nous faisons avec les transports publics -, et de l'autre, des services payants qui nous permettraient de financer les premiers.

En juillet 2017, vous avez rédigé 6 propositions pour des villes plus durables et plus résilientes. Vous plaidez notamment pour une amélioration de la coordination interministérielle des différents autorités compétentes de l'État intervenant pour la ville durable. Quel est votre constat aujourd'hui ?

Dans les années 90/2000, la question de la ville était déjà éclatée entre différents ministères, chacun s'occupant d'un volet de la ville sans cohérence d'ensemble. Aujourd'hui, la situation n'a pas beaucoup évolué. Il manque peut-être une impulsion politique ! Pour améliorer le lien entre les ministères sur les enjeux de la ville durable, il faudrait nommer un ministre sur cette thématique, qui garantirait une action transversale de l'État. Sans cela, on ne progressera pas. Et peut-être qu'on pourrait aussi mettre en place un gouvernement qui reposerait sur des enjeux politiques et non plus sur des administrations historiques ? ■